

Déclaration de l'assemblée générale du SNFOLC27 du vendredi 30 janvier 2026

L'assemblée générale du SNFOLC27 a réuni 77 adhérents, enseignants, CPE, AESH, AED de 35 établissements de l'Eure.

Nous avons fait le point sur nos conditions de travail, la situation générale et tiré le bilan des mobilisations passées auxquelles nous avons participé.

Nous constatons que nos conditions de travail continuent à se dégrader, que notre charge de travail continue à s'alourdir, que les attaques se multiplient contre nos droits et que nos salaires stagnent et notre pouvoir d'achat continue à baisser. Les personnels de vie scolaire sont sous pression. Les AESH se voient attribuer de plus en plus d'élèves, donc de plus en plus de travail, sans aucune augmentation de salaire. Leur travail n'a plus de sens pour eux ni pour les élèves qu'ils ne peuvent accompagner que quelques heures.

Notre AG se tient au moment où viennent d'être annoncées de nouvelles suppressions de postes d'enseignants, d'administratifs, de CPE...

Au lieu de tirer profit de la baisse démographique et malgré les annonces et report de budget depuis novembre, le ministère prévoit toujours de supprimer 4000 postes d'enseignants au plan national dont 1800 dans le second degré. En Normandie ce sont 138 postes d'enseignants dans le second degré pour la rentrée 2026 après en avoir supprimé 137 à la rentrée 2025 (dont 35 dans les collèges et lycées de l'Eure). A cela s'ajoutent 118 suppressions de prévues dans le 1er degré. Nous ne pouvons l'accepter !

Nous refusons d'avoir encore plus d'élèves par classe, avec de plus en plus d'élèves en situation de handicap que l'on ne peut pas aider et/ou qui n'ont pas d'AESH et/ou face auxquels nous sommes démunis.

Nous refusons de continuer à payer de notre santé, physique et mentale, la politique d'austérité des gouvernements successifs. Nous refusons de travailler jusqu'à 64 ans alors même que la baisse de 10% d'indemnisation du congé maladie ordinaire ajoutée au jour de carence et la mise en place de la PSC à marche forcée grèvent de manière considérable notre pouvoir d'achat !

Nos revendications formulées lors de notre congrès départemental du 27 novembre 2025 demeurent.

Nous avons échangé sur les modalités d'action pour créer un véritable rapport de force, capable d'imposer nos revendications et de faire respecter nos droits.

Nous sommes prêts à organiser le rapport de force à tous les niveaux (établissement, inspection académique, rectorat et ministère).

Nous réaffirmons ici que nous refusons les journées d'action sans lendemain et leur calendrier de démobilisation. Nous avons suffisamment constaté qu'elles conduisent à l'échec.

Nous constatons que le calendrier que nous imposent le ministère, le rectorat et l'inspection académique, sous prétexte de l'instabilité gouvernementale, est fait pour empêcher toute mobilisation dans la durée.

Nous constatons que ce sont les précédentes mobilisations à Paris des 19 octobre 2022 et 25 janvier 2024 qui ont permis d'agir sur le ministère.

Nous estimons que c'est ensemble que l'on peut gagner contre les mesures Macron-Lecornu-Geffray et non en ordre dispersé.

Nous affirmons que les revendications portant sur la carte scolaire, sur l'inclusion, sur nos conditions de travail et nos salaires sont indissociables.

La carte scolaire c'est combien de classes surchargées, combien de postes supprimés !

L'inclusion systématique c'est combien d'élèves maltraités inclus de force dans des classes surchargées sans AESH accompagnant individualisé !

Nous nous félicitons que le congrès national de la FNEC FP FO et du SNFOLC aient décidé d'une mobilisation nationale au ministère contre l'inclusion systématique. Mais nous l'affirmons, cette mobilisation n'est pas seulement l'affaire des AESH, elle concerne tous les personnels. Tout comme la défense des postes, des enseignements disciplinaires, la baisse des effectifs par classe.

Comme chaque année nous allons nous battre dans nos établissements, auprès de l'inspection académique et du rectorat. Nous allons organiser les audiences et les délégations pour défendre nos revendications mais nous le savons, cela ne suffira pas.

Alors pas question d'attendre. Il faut agir dès maintenant !

C'est pourquoi l'assemblée générale du SNFOLC27 décide :

1• De préparer dès maintenant, par un plan de réunions d'information syndicale,

- la grève à compter du mardi 10 mars 2026, une semaine après les congés de février, c'est-à-dire au retour de toutes les zones

- la montée au ministère le 10 mars, là où les décisions se prennent

- la montée au ministère avec les personnels des collèges et des lycées pour exiger l'arrêt des suppressions de postes, la suppression des PIAL et des PAS et de la mutualisation des AESH, la création des établissements spécialisés médico-sociaux pour accueillir les 500 élèves qui attendent une place en IME ou en ITEP dans l'Eure ; un statut de fonctionnaire pour les AESH avec un vrai salaire.

2• de réserver dès maintenant des cars pour cela et de proposer dans tous les établissements aux collègues d'y réserver leur place.

3• de provisionner dès maintenant une caisse de grève pour les adhérents du SNFOLC27.

4• de proposer aux autres syndicats de la FNEC FP-FO de l'Eure et de l'académie de Normandie de participer à cette mobilisation. La carte scolaire, l'inclusion systématique sont tout autant des préoccupations des personnels du 1^{er} degré.

5• de proposer aux syndicats de l'Education nationale de l'Eure et aux fédérations de parents d'élèves de s'associer à cette action.

6• d'organiser avec l'Union départementale la mobilisation des parents d'élèves que sont aussi les adhérents des syndicats FO de l'Eure.

7• de demander au secrétariat national du SNFOLC et au secrétariat de la FNEC FP-FO de porter cette déclaration à la connaissance des syndicats départementaux du SNFOLC et de la FNEC FP-FO pour mettre en discussion cette proposition d'action afin de regrouper nos forces pour gagner sur les revendications.

Adoptée à l'unanimité